

*Le budget—M. Broadbent*

Je dis au gouvernement qu'étant donné sa réputation de tromperie et de dissimulation, il devrait retirer la partie du budget portant sur les propositions fiscales. Le gouvernement ne devrait pas les retirer totalement, mais les mettre de côté, et faire ce que le ministre des Postes (M. Mackasey) avait l'habitude de dire et ce que dit le ministre du Travail (M. Munro): retourner à la table des négociations. Voilà l'endroit où doit se régler cette question entre les premiers ministres provinciaux et le premier ministre et ses ministres fédéraux. C'est possible, selon moi, malgré ce qui s'est passé. Il n'est pas encore trop tard. Que le gouvernement s'il souhaite que le pays s'élève au-dessus de cette multitude de problèmes auxquels nous allons nous heurter, fasse maintenant preuve de franchise et d'honnêteté. Il devrait traiter de bonne foi avec les gouvernements provinciaux, sinon, je crains fort que nous n'ayons de graves ennuis.

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Madame l'Orateur, d'abord, parce que le premier ministre (M. Trudeau) a si longuement exposé la politique pétrolière du parti libéral qui, d'après lui, a été élaborée par la députation libérale, je tiens à dire quelques mots sur l'origine de cette prétendue politique libérale du pétrole. Tout d'abord, pour ce qui est de la substance ou de la valeur de la politique adoptée par le gouvernement libéral, elle est incontestablement le fruit de négociations qui ont lieu entre le NPD et le parti libéral en décembre dernier.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** J'entends des hurlements venant de l'arrière-banc. Qu'on me permette d'étayer mon affirmation.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Les députés voudraient-ils prêter attention, s'il vous plaît. Nous avons écouté le premier ministre pendant assez longtemps.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** La Chambre voudrait-elle m'écouter, madame l'Orateur?

**L'Orateur suppléant (Mme Morin):** A l'ordre, je vous prie. Le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a la parole. La présidence aimerait que les députés gardent le silence.

**M. Broadbent:** En bref, cette politique comporte quatre grands points. D'abord, un prix national unique pour le pétrole, chose que les libéraux rejetaient jusqu'en décembre dernier. Ensuite la taxe à l'exportation mystérieusement acceptée en décembre dernier et qu'avaient rejetée quelque neuf mois auparavant le ministre des Finances et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald). Puis, l'acceptation du projet de pipe-line national, que les Libéraux avaient écarté bien des mois auparavant, en 1973. Enfin, la création d'une société nationale des pétroles. Ce sont les quatre points qu'avait

[M. Baldwin.]

repoussés ce merveilleux et dédaigneux cabinet et un groupe de députés qui ont tellement vanté la politique annoncée ici aujourd'hui. C'est le NPD qui a proposé et défendu ces points-là et les a fait accepter au gouvernement minoritaire contre son gré.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Le premier ministre semble avoir de la difficulté à lire ne fût-ce que les quotidiens mais il a quand même cité un passage du *Citizen* d'Ottawa d'aujourd'hui. Il a attribué au premier ministre de la Saskatchewan, M. Blakeney, une opinion et une politique qui ne sont absolument pas les siennes, et ce aux applaudissements de tous les libéraux. Voici un passage qu'il a interprété correctement et je cite:

● (1800)

... en principe, la province devrait recevoir la totalité de ce qui reste après le versement d'un juste dividende aux sociétés.

Il s'agit des sociétés qui exploitent les richesses naturelles dans les provinces. Le premier ministre a laissé penser à la Chambre et au pays que, selon M. Blakeney, le gouvernement fédéral ne devait avoir aucune part de l'impôt sur ces sociétés.

**Des voix:** Non.

**M. Broadbent:** L'allusion est claire. Le premier ministre n'a pas continué sa citation, ce qu'il aurait dû faire s'il avait voulu se montrer juste envers le premier ministre Blakeney. J'en arrive maintenant aux omissions graves dans la correspondance que le premier ministre a mentionnée. Je ne citerai pas tout au long ce que le premier ministre Blakeney a écrit, mais je renvoie les députés à la page 9 du *Citizen* d'Ottawa. M. Blakeney a clairement indiqué que le gouvernement fédéral a droit à une juste part des impôts prélevés sur les bénéficiaires qui tirent les sociétés de leurs exploitations au niveau provincial. Cette position est tout à fait acceptable. C'est celle que le premier ministre de la Saskatchewan défend depuis quelque temps, mais cet après-midi, le premier ministre du Canada en a délibérément donné une image totalement déformée et inexacte.

Je tiens à signaler, madame l'Orateur, qu'en tant que fédéraliste engagé, j'ai été, comme mes collègues, consterné de voir dans le budget de mai dernier une disposition qui visait à interdire aux sociétés de déduire les redevances provinciales aux fins de l'impôt fédéral. Cette disposition s'attaque à l'une des racines fondamentales du fédéralisme canadien. En tant qu'expert en matière constitutionnelle, le premier ministre sait très bien, et le Nouveau parti démocratique le sait aussi, que le Canada a besoin d'un gouvernement fédéral fort qui s'occupe des problèmes de portée nationale. C'est indiscutable. Le premier ministre sait aussi que la meilleure façon de jeter la désunion au Canada et de saper l'autorité du gouvernement central est de permettre au gouvernement de s'immiscer arbitrairement et unilatéralement dans un secteur important qui relève des provinces.